

de négociations commerciales multilatérales. Tout accord global supposerait une réduction substantielle des obstacles tarifaires et non tarifaires sur une base bilatérale. Nous décrirons ci-après le genre de problèmes auxquels il faudra s'attaquer pour en arriver à bien comprendre les éléments en cause dans tout accord commercial global avec les États-Unis devant concourir à ces objectifs. Les problèmes décrits sont ceux que pose la définition de la zone de libre-échange retenue dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

NATURE DE L'ACCORD GLOBAL

1. Produits visés et champ d'application

Il s'agit en premier lieu d'en arriver à définir une hypothèse de travail sur l'ampleur de tout accord bilatéral. L'analyse préliminaire faite à partir de l'initiative sectorielle de 1983, de l'expérience d'autres États et des prescriptions du GATT donne à penser que l'approche la plus réaliste, eu égard à nos objectifs, serait d'englober tous les secteurs de la production, tout en se réservant la possibilité de retrait, temporaire ou permanent, de certaines gammes de produits et même de certains secteurs. D'après les analyses macro-économiques, les avantages éventuels pour l'économie seraient proportionnels au nombre des produits visés.

Les secteurs tenus depuis longtemps pour névralgiques devront faire l'objet d'une attention particulière: il s'agira d'établir si un traitement spécial ou des exemptions s'imposent pendant la période de transition. D'après l'expérience du GATT, il semble que certains secteurs pourraient bénéficier d'un traitement particulier. Ainsi, s'il pouvait être clairement établi que, pour un secteur donné dans l'un et l'autre pays en cause, les régimes intérieurs étaient suffisamment différents pour rendre cette période de transition extrêmement difficile, voire peu réaliste, la suppression des obstacles pourrait être reportée.

Il faudra par ailleurs procéder à une analyse minutieuse sur un point précis: celui de savoir si l'accord devrait se limiter au commerce des biens ou englober aussi celui des services. Étant donné l'expérience fort différente du droit et de la pratique applicables à ces deux domaines au plan international, il faudrait se demander s'il y a lieu de prévoir un régime distinct même si le commerce des services était inclus. Comme les services ne sont pas actuellement compris dans le GATT, les inclure dans l'accord serait largement faire oeuvre de pionnier.

Étant donné la nécessité de compromis intra et intersectoriels, nous procédons actuellement à l'établissement de profils pour évaluer l'incidence d'un accord